

ÉPISODE CÉVENOL 12

31 mars 2020

Un courant d'air et de rivière

*Ils sont en guerre,
Nous sommes en colère*

La guerre contre le Coronavirus a été déclarée par Macron le 16 mars 2020. Comment expliquer alors que le 15 mars les gens aient été envoyés aux élections, un véritable casse-pipe ? Résultat aujourd'hui : des centaines si ce n'est des milliers d'infections qui auraient dû être évitées.

Comment comprendre à la lueur de ce discours que l'épidémie n'ait pas été prise au sérieux tant qu'elle sévissait en Chine, Corée du Sud et... jusqu'en Italie ? Comment alors comprendre qu'on ne dispose ni de masques, de tests, de gel, de thermomètres, de gants, de combinaisons, de respirateurs, de lits, etc. ? Réponse : Il n'y avait plus de stocks, la santé n'étant plus une priorité depuis longtemps. Résultat aujourd'hui : des centaines de milliers de citoyens, emportant avec eux le virus, ont été envoyés s'enfermer « volontairement » dans les campagnes, alors qu'il était possible d'éviter ce confinement très lourd de conséquences.

Ne nous leurrons pas : Ce n'est pas le sens de l'éthique qui motive et guide les actions actuelles des gouvernements européens. Non, ce n'est pas de nous qu'ils se soucient, mais de la rentabilité *quoi que cela coûte*. Dernier exemple en date : les Ehpad. Quelle tragédie ! Le discours larmoyant autour de « nos aînés » qu'il faut protéger est accompagné de leur enfermement dans les institutions alors même que le personnel est dans l'incapacité de s'en occuper. Et voici que 2 semaines après l'hécatombe est dévoilée. Le comble cependant est qu'on a voulu effacer ces morts comme les personnes décédées chez elles en ne les comptant pas.

Macron brandit des milliards d'euros, donnant l'illusion qu'enfin le gouvernement se soucie de nous. Regardons de plus près où doit aller cet argent : Le maintien de l'appareil économique. Quand il promet une prime au personnel soignant, une revalorisation des statuts, etc., il promet une récompense individuelle mais ne se soucie pas du système de santé public.

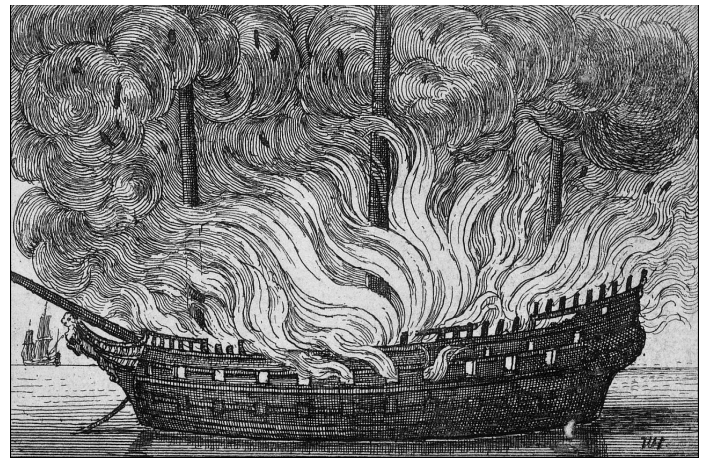
Le cynisme de cette logique économique fait fi des pertes humaines. La théorie de l'immunité collective admet la mort de centaines de milliers à l'échelle de la France. Si cette stratégie a été non pas abandonnée mais atténuée, la principale contradiction entre l'impératif économique et la santé continue de dicter les décisions.

Aujourd'hui l'heure est à l'organisation collective dans le confinement. Mais la colère est là. Elle était forte avant la crise, elle adopte une *courbe exponentielle* car chaque mort du Covid 19 est le résultat du cafouillage, de l'incurie et de la désorganisation au sommet de l'Etat. Chaque mort du Covid 19 rappelle que ce sont ces poli-

tiques basées sur le profit qui nous tuent. Le gouvernement sait ce qui l'attend. L'heure du bilan va sonner et il ne sera pas que sanitaire ! [Tissa]

Et ainsi tout recommencera...

« Il n'est jamais trop tard pour s'arrêter », dit-on parfois à des personnes mettant dangereusement en jeu leur santé de par leur incapacité à renoncer à une consommation excessive de produits nocifs tels l'alcool ou le tabac. Cette pathologie consistant à se détruire plus ou moins consciemment à petit feu est souvent considérée sur un plan strictement médico-social et traitée à titre individuel, mais n'est pourtant que très rarement pensée de manière globale. Car si l'addiction peut se caractériser comme l'envie répétée et irrésistible de faire ou de consommer quelque chose malgré la conscience des problèmes qu'elle engendre, force serait de constater que les élites mondiales dans leur volonté compulsive de générer toujours plus de profits tomberaient aisément sous le joug de cette définition.



*Incendie sur ordre du "Grand Saint-Antoine" à Marseille en 1720.
Il apporta en Provence la Peste Noire qui fit 100.000 morts*

Ainsi, la crise actuelle mondiale liée à la propagation du virus Covid-19, dans tout ce qu'elle peut être révélatrice des incohérences et inégalités portées par le système capitaliste depuis des générations, nous révèle une fois encore comment, même face à la catastrophe, aucune remise en considération ne saurait avoir lieu de la part des gouvernants. Bien au contraire, et au-delà de toute logique rationnelle qui voudrait qu'aux effets on réponde à la cause, ceux-ci prévoient d'ores et déjà de raviver l'incendie en jetant des milliards de dollars, d'euros où de yens dans la fournaise de l'économie mondiale. Celle-là même pouvant pourtant être largement incriminée d'être responsable de la crise, et des multiples maux dont la majorité de la population souffre actuellement dans le monde...

L'origine des propagations virales n'est ainsi plus un mystère pour les épidémiologistes. Ceux-ci s'accordent à en trouver les causes dans les diverses activités humaines issues de la société moderne, telles la perturbation des milieux naturels par la déforestation où l'accaparement des terres pour les besoins de l'agriculture intensive. Si ce fait n'est pas une nouveauté en soi, il a cependant gagné en ampleur en raison de l'intensification des bouleversements pratiqués depuis des décennies, et de la facilitation des moyens de propagation. Si autrefois une bactérie porteuse de maladie mettait des semaines dans un navire pour voyager d'un continent à l'autre, et si la contagion pouvait aussi bien se résorber durant le trajet, celle-ci peut aujourd'hui faire le tour la planète en à peine plus de temps qu'il n'en faut pour remplir le réservoir de kérosène de l'un des nombreux transports maritimes ou aériens sillonnant le monde pour les besoins de la mondialisation. Et une fois arrivée à bon port, celle-ci peut se répandre aisément au sein d'une population dont l'immunité est déjà fragilisée par diverses pollutions industrielles – comme par exemple en Italie du Nord, à cause de la chaîne alimentaire agro-industrielle, ou du fait du manque de moyens apportés par des services de santé déjà mis à genoux par le système libéral.

Mais pour autant, et malgré ce constat flagrant, la charge du naufrage n'est pas imputée à ceux qui l'on causé, et la critique d'un système déjà maintes fois jugé intenable est passée sous silence au nom de l'effort national et de l'urgence prévalant pour résoudre ladite crise. L'ensemble des pots cassés sont ainsi payés par les populations, et particulièrement les plus pauvres, qu'elles soient confinées aujourd'hui, ou pressurisées demain pour rembourser les fonds colossaux distribués aux entreprises du capital pour la relance de l'économie. Car dans cette logique de l'omission, il faut créer le subterfuge, et se prémunir de la contestation. L'état d'urgence sanitaire est ainsi créé et les pleins pouvoirs sont octroyés. Et si la propagation du virus s'amplifie, c'est à la population ne respectant pas sa réglementation qu'en incombe la faute, non aux gouvernants qui tant occupés à voter leurs lois auraient oublié de fournir masques de protection ou tests de dépistage à celle-ci. Le délit de « mise en danger de la vie d'autrui » et les diverses interdictions s'appliquant aujourd'hui aux individus seront très vraisemblablement banalisées demain, tout comme les lois de l'état d'urgence de 2015 censées lutter contre le terrorisme international ont restreint les libertés de chacun avant d'être entérinées en 2016. Et lorsque sonnera l'heure de l'état d'urgence climatique, ce sera une fois encore aux populations de se priver ou d'être sanctionnées au nom du maintien de l'économie et de l'industrie qui l'auront engendré.

La question vient alors de que faire pour briser ce cercle sans fin. Assujettie à un salaire et à des loyers à payer, la majorité de la population se trouve prise dans l'engrenage de la perpétuation du système et contrainte de participer au maintien de cette économie destructrice et assassine. Et faute d'alternative crédible, elle semblerait condamnée à quémander l'aumône d'une réforme où réduite à attendre une miraculeuse et subite prise de cons-

science des dirigeants proposant quelques mesures-paillettes de l'équivalence d'une goutte dans l'océan... Mais pour stopper la machine, il ne suffit pas d'espérer que la cadence soit réduite, il faut l'arrêter complètement, et s'organiser. Car si l'économie tourne pour l'instant au ralenti, que les transports sont à l'arrêt, que la nature reprend doucement sa place dans ce soubresaut d'accalmie, et que le chant des oiseaux se fait entendre aux fenêtres, celle-ci planifie déjà sur quels rails se remettre en marche et prend de l'avance. La grande distribution, le commerce en ligne ou uberisé augmentent à vue d'œil leurs parts de marché et le patronat se frotte les mains à l'idée des latitudes qui lui seront bientôt offertes... Beaucoup disent que quand tout sera fini, rien ne sera plus comme avant, la formule peut présenter de l'optimisme, mais que cela implique-t-il réellement pour qui désire sincèrement œuvrer vers cet « après » ? De retourner au travail puis d'enfoncer la clé dans le démarreur de son véhicule pour aller faire ses courses

en attendant que les choses changent ? Ou de descendre dans le silence de la rue et de marcher vers les lieux de pouvoir où les véritables responsables officient afin de leur signifier que tout est bel et bien fini ? Ces deux options résultent d'un choix, mais il ne faut pas l'oublier, il n'est jamais trop tard pour les arrêter. [Grenouye]



en attendant que les choses changent ? Ou de descendre dans le silence de la rue et de marcher vers les lieux de pouvoir où les véritables responsables officient afin de leur signifier que tout est bel et bien fini ? Ces deux options résultent d'un choix, mais il ne faut pas l'oublier, il n'est jamais trop tard pour les arrêter. [Grenouye]

Prenez soin de vous

« Prenez soin de vous », cette phrase répétée à tout bout de champ ces derniers temps, rappelle les méthodes de management dans les supermarchés, quand les caissières exténuées en fin de service étaient sommées de répéter « bonne journée » à chaque client.

« Prenez soin de vous », c'est l'injonction à se replier sur soi et sur ses proches. « Prenez soin de vous » aujourd'hui face à l'épidémie, mais pas hier face à la pollution, aux conditions de travail, encore moins pour les personnes qui crèvent de faim, qui dorment dehors.

« Prenez soin de vous » comme si c'était plus important aujourd'hui, comme si la situation qu'on nous soumet en renforçait l'exigence. « Prenez soin de vous », c'est la nouvelle logique du Capital, sa réaction face au virus. « Prenez soin de vous », et oubliez que c'est le monde dans lequel on vit qui nous tue à petit feu.

Que tout le monde mange ses vitamines, fasse du sport, mange bio, pense à soi et ses proches, mais par pitié épargnez-nous l'hypocrisie, les bons sentiments, qui vont éteindre à jamais les braises de la révolte.

Défaut de démocratie

Nous avons hélas été confrontés à un défaut de démocratie. En effet le samedi 14 mars on nous dit que les élections sont maintenues, et **en même temps** que nous entrons dans la phase 3 de l'alerte épidémie santé. Les directeurs des Ehad décident le confinement de tous les résidents, ceux en zone médicalisée comme ceux en foyer-logement. Ce qui implique à la fois qu'ils ne pourront pas aller voter et qu'il est trop tard pour qu'ils fassent une procuration.

Le lendemain le vote a lieu. Les mairies ont reçu des directives et font de leur mieux pour que les électeurs soient protégés, mais elles ne mettent à disposition que du gel hydro-alcoolique. Les personnes tenant les bureaux de votes font plus ou moins attention, selon leur conviction intime face au virus, mais force est de constater que les règles-barrières ne pouvaient être totalement respectées pour cause de promiscuité et d'absence de masques et de gants. Depuis, de nombreux assesseurs et scrutateurs sont infectés.

Résultat : 55,4% d'abstention au niveau national, ce qui est énorme pour un vote municipal. Et nous obtenons un nombre surprenant de maires élus au 1er tour : 30.000 sur 34.800. Par comparaison en 2014 il n'y en avait eu que 7.600 élus au premier tour. Que penser de ces résultats ?

Certains électeurs ont-ils préféré assurer leurs arrières en précipitant l'élection des maires en cet avenir incertain ? Et a contrario d'autres ne sont-ils pas allés voter par peur de la contamination ou par boycott pour protester contre les messages contradictoires émis par le gouvernement ? [M.D.]

Interrogations...

Coronavirus. Menace abstraite. Virus invisible... « Simple grippe » ? Peut-être pas... L'inconnu.

Se remarquent rapidement deux approches face à cette épidémie potentielle. Certain-e-s ont choisi, sans forcément le revendiquer, le camp des solides, des valides, des fort-e-s, considérant qu'une menace si floue ne mérite pas grande considération, et que des mesures contraignantes, qu'elles soient individuelles ou collectives, sont injustifiées. On put même entendre qu'il fallait aimer et remercier ce virus – souvent personnifié – venu faire le grand nettoyage. Un « nettoyage » qui reste bien souvent celui des autres, de celles et ceux dont le grand âge peut apparaître comme un privilège, mais aussi de celles et ceux qu'une précarité économique, une alimentation industrielle ou des années de travail dans des tâches subalternes ont fragilisé.

A l'inverse, certain-e-s ont été rapidement convaincu-e-s à l'idée de mettre une certaine distance physique avec les autres. Parfois par crainte de ce si petit virus, parfois par obéissance aveugle à des conseils de « spécialistes », mais souvent tout simplement pour protéger la santé de leurs proches ou d'autres personnes plus à risque ailleurs, par ici, comme très loin. Une certaine solidarité avec des inconnu-e-s peut-elle se mettre en place dans une distance entre les corps ?

Il demeure néanmoins un aspect commun à la plupart des postures alors envisageables : nécessité d'agir sans rien savoir, ou presque, de la réalité d'une éventuelle menace concrète, *ici*. En effet, cette « menace » virale reste invisible tant qu'on ne peut la sentir dans son propre corps, ni la voir en action dans les corps de nos proches. Et si elle n'existait que dans la lumière des écrans, dans nos

têtes, ou à la radio ? Rapidement pourtant, cette menace semble devenir presque tangible, entraînant une crainte d'une étrange densité, celle-là même peut-être qui poussa la majorité des états Européens à des mesures sans précédent...

Qui aurait cru, avant, que la crainte d'un possible non encore advenu, doublée de quelques projections incertaines, puisse entraîner la mise en pause d'une bonne partie de l'activité économique des grands pays capitalistes ? La crainte d'un bouleversement climatique n'avait pas vraiment d'effet, ni celle d'une destruction accélérée des écosystèmes. Pas plus celle d'un monde riche de vies protéiformes devenant un désert de béton et d'asphalte, et encore moins celle de devoir accepter de vivre des vies mutilées, dans un univers de plus en plus artificiel, au mieux proches d'une « nature » que nous semblons condamné-e-s à fréquenter en touristes, ou à percevoir en spectateurs, si l'on ne peut s'offrir le luxe de la *rentabiliser*.

Et voilà que subitement le statu quo quotidien s'interrompt, et que la fragilité de la vie humaine – serait-ce celle de *certaines* vies humaines ? – est mise sur le devant de la scène. Certain-e-s sont alors optimistes : cette pause imposée remettrait en cause un mode de production qui ne semblait tolérer aucune émancipation réelle. Qu'en penser ?

Si certains privilèges semblent en effet en « pause » (les membres des classes dominantes, habitués par exemple à déléguer certaines tâches liées à leur existence matérielle – repas au restaurants, soins des enfants et ménage par d'autres, etc. – se retrouvent plus souvent à devoir y faire face) il est clair que le lieu où l'on habite, lié bien souvent à une certaine position sociale – présente ou passée – prend plus d'importance quand on s'y retrouve « confiné-e-s ». De même, la dépendance à l'espace public pour

toute sortie à l'extérieur se fait sentir de manière plus radicale quand s'y promener soumet à un risque viral difficile à quantifier ou à l'arbitraire policier. Et si certain-e-s vont bosser la boule au ventre, d'autres télétravaillent dans le confort, laissant une armée de subalternes faire tourner la machine productive et les ravitailler... Et puis, l'épidémie ne fait qu'arriver dans l'hémisphère Sud. Que se passera-t-il là-bas ?



Nul ne peut anticiper l'après, mais il semble peu probable qu'une crise sanitaire et économique même de grande ampleur transforme les rapports de domination qui tissent et fragmentent le réel. Comme le dit l'adage, « you never let a serious crisis go to waste » – on ne gaspille jamais une bonne crise. Cette crise, comme toutes les autres, n'en est pas une pour tout le monde. Elle n'a et n'aura pas le même impact pour chacun-e, question de position dans l'édifice social.

Quoi qu'il en soit, si l'on pense à ce qui s'est déroulé sous nos yeux ces dernières semaines, on ne peut me semble-t-il que difficilement passer à côté de notre dépossession face à l'organisation de notre vie et ce même au niveau local : pourquoi n'avons-nous ni décidé ni discuté de – par exemple – repousser les lotos, se réunir plutôt en

plein air, réorganiser nos activités pour prendre en compte un risque de transmission du virus – ou, à l'inverse, évoqué la possibilité d'organiser une énorme virus party – bref, réfléchi et décidé ensemble de la démarche à suivre localement, en anticipation de ce qui risquait d'arriver, considérant ce que l'on pouvait observer en Italie, si près de nous ?

Pour le dire autrement, faire passivement comme si de rien n'était jusqu'à ce que l'État nous oblige à faire autrement, était-ce la seule option ? Peut-être – nous ne le savons que plus tard – que les recommandations officielles ne sont pas adaptées à la situation sur notre territoire. La manière dont elles sont mises en œuvre ne nous laisse en tout cas qu'une faible marge de manœuvre, pouvant laisser penser que l'objet de ces mesures est aussi de nous assujettir. Peut-être est-ce le cas. Mais peut-être aussi et surtout qu'au-delà de la séquence actuelle, cette crise met en lumière l'insupportable, présent dans le quotidien ordinaire, ainsi que la nécessité de réfléchir et d'œuvrer tous ensemble, pour retrouver du pouvoir sur nos vies... [Aygret]

Les carottes sont cuites

Lundi matin 16 mars 2020, les résidences secondaires de mon village affichent leurs volets clos. En fin de matinée, je remarque une circulation inhabituelle. Des voitures, garées à la va vite, immatriculées 13, 34, 91 et 92, sortent des adultes encombrés de nombreuses et lourdes valises. Des enfants et adolescents jaillissent en criant de joie – Tati, Jacques, aurait aimé filmer ces étranges « vacanciers » de fin d'hiver. Les volets claquent, s'ouvrent en frappant les murs sur lesquels ils s'arrêtent.

Toujours lundi 16 mars, en fin d'après-midi, je me dis qu'il me faudrait acheter quelques denrées pour les jours qui viennent. Après ma balade quotidienne, cette heure de grâce, cette heure où je plonge au plus profond de moi, je passe par le petit et sympathique super-petit-marché. J'entre. Pause image.



Je vois les visages des deux femmes qui tiennent ce lieu. Elles sont sœurs, je crois. Ce que je sais est qu'elles vivent ici peut-être depuis toujours, depuis longtemps. Leurs visages ne sont pas habituels. Personne ne sourit. Mon regard s'ouvre et ce que je vois je ne l'ai jamais vu ni ici ni ailleurs. Les étagères vides, vidés, plus rien ou presque. Je demande ce qui arrive. Elles répondent nous ne savons pas nous n'avons jamais vu cela.

Ai-je vu cela ? Ce qui ne se voit plus ? Alors que c'était toujours là sans lever le petit doigt pour que cela soit là ? Je n'ai plus de jardin. Je ne potage plus. Je suis dépendante des autres pour presque tout le nécessaire à ma survie.

Je suis locataire, une résidence principale. Un petit appartement pour dire la vérité. Je ne peux pas me réfugier quoi qu'il adviene. Un sociologue entendu lors d'une émission – il ne se cache pas d'avoir voté Emmanuel, « les élites circulent depuis toujours entre leurs résidences principale et secondaires » – au pluriel parfois. « Elles ne peuvent pas s'empêcher de circuler ». Très bien monsieur le sociologue Jean Viard. Vous êtes de service pour nous dire les vérités du monde pendant ce temps des morts.

Depuis ce mardi 17 mars, midi, ces élites circulent toujours avec ou sans virus, en voiture ou en avion ou les deux mon général. Je comprends la peur qui les tient pour eux et leurs enfants.

Ma voiture est garée en bas de chez moi. Je ne bouge plus. Je suis seule. Habituellement, j'aime ma solitude. Je pense à cette différente solitude forcée en temps de peste. Je déteste cette solitude-là. L'autre me devient plus indispensable que jamais puisque j'en suis privée. L'autre manque partout. Cet autre est tous les autres. Les autres pour qui je ne peux rien. L'impuissance me déborde lorsque je le pense enfermé, dehors, entassé.

Une semaine plus tard, mardi 24 mars, la situation se tend. Partout. Dans la maison où j'habite, il y a trop de bruit, trop de monde.

Au petit-super-marché, les sœurs portent des masques, plus de visages et des mains gantées. Les sœurs et leurs courageu.ses.x salarié.e.s nous désinfectent les mains. Elles espèrent être livrées demain. J'achète des carottes.

Le sociologue conclut sur France Info mercredi 25 mars dans la matinée « le petit peuple qu'il affectionne est courageux » et il termine « nous ne changerons pas la hiérarchie du monde ». Mille balles de prime pour une vie !

Qu'ils soient maudits lui et sa clique ! [I.]

Verbalisations abusives

Depuis le début du confinement ordonné le 17 mars dernier, les contrôles de Gendarmerie ont été très fréquents à Saint-Jean du Gard, comme vraisemblablement partout en France. Mais de nombreuses personnes furent verbalisées alors même qu'elles étaient en possession de leur attestation de sortie, et qu'elles remplissaient les conditions autorisées.

Ce fut le cas pour des personnes allant faire leurs courses, sortant leur chien, ou se promenant au bord du Gardon. Ces verbalisations abusives, outre le fait qu'elles ont probablement été dressées par excès de zèle et dans la volonté de faire appliquer au plus vite les règles du confinement, plongent ces personnes dans des situations difficiles. Comment sortir sereinement pour effectuer des besoins de première nécessité sachant que l'arbitraire peut retomber au moindre contrôle et que cette fois-ci l'amende passera à 1500 € ?

De plus, pour contester l'infraction, alors même que leur motif n'a pas toujours été donné, il faut pouvoir envoyer une lettre de réclamation au Tribunal de Police avec accusé de réception. Pratique quand la Poste est fermée et que l'on ne peut se déplacer... Nous vous invitons à faire part de vos témoignages si vous aussi vous avez été verbalisé abusivement : episodecevenol@laposte.net

Envoyez-nous vos contributions et remarques

Contact : episodecevenol@laposte.net

Ne pas jeter ce document sur la voie publique S.V.P.